

ENQUETE AUPRES DE LA SOCIETE
CIVILE POUR UN RAPPORT
ALTERNATIF DE POLITIQUE
MIGRATOIRE DU SENEGAL

ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG



Janvier-Avril 2023

**ENQUETE AUPRES DE LA SOCIETE CIVILE POUR UN RAPPORT
ALTERNATIF DE POLITIQUE MIGRATOIRE DU SENEGAL**

*Cette étude réalisée par le cabinet BAOBAB HORIZON CONSULTING est financée par la
Fondation Rosa Luxemburg Bureau Afrique de l'Ouest*

Etude menée entre janvier et avril 2023

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AJRAP : Association des jeunes rapatriés de Thiaroye sur mer

ARR : Association Rester et Réussir

BF-APS : Booza Fii-Alarm phone Sahara

AADD : Association AND DOX DIAME

ACE : Association Cercle d'Echanges

AERE : Association des émigrés retournés d'Espagne

AJJ : Association Jammi jaboot

ALICLB : Association de lutte contre l'immigration clandestine dans la langue de Barbarie

AMRCM : Association des migrants de retour de la commune de Kolda

AMRD, (OIM) : Association des migrants de retour OIM dans la région de Diourbel

AMRK : Association des migrantes de retour de Kolda

ARMD : Association régionale des migrants de retour de la région de Diourbel

ASC : Association SAMA CHANCE

ASG : Association SUNUGAL

ASMC : Association sénégalaise pour les migrations circulaires

ASMI : Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière

ATL : Association THELMIS ET LUA

AVM : Association village du migrant

BAOS : bureau d'accueil, d'orientation et de suivi

BF : bailleurs de fonds

CREDYRES : Cadre de Réflexion sur les Dynamiques Religieuses et Socioculturelles

DEMCF : Diaspora des émigrés de retour dans la Commune de Fanaye

DER : délégation à l'entreprenariat rapide

DIADEM : Diaspora Développement Education Migration

FASER : Fédération des Associations des émigrés de retour au Sénégal

FEMIDEC : Femmes, enfants, migrations et développement communautaire

GIE (IRF) : groupement d'intérêt économique des immigrés de retours à Fanaye

GIE : groupement d'intérêt économique

GIZ : « Société allemande pour la coopération internationale »

KDF : Kolda Development Fundation

MAESE : Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

ODELEC : Organisation départementale de Lutte contre l'émigration clandestine

OFII : office français contre l'immigration irrégulière

OIM : organisation internationale pour les migrations

ONG : Organisation non gouvernementale

R ND : Réseau NDAARI

RDMB : Regroupement départemental des migrants de Bambey

UE : union européenne

TABLE DES MATIERES

I.	Introduction	6
II.	Méthodologie générale	7
III.	Mise en œuvre de l'enquête	8
1.	Choisir un échantillon d'organisations à questionner	8
2.	Choisir des organisations légalement constituées	8
3.	Déterminer l'endroit où doit se dérouler l'enquête et le groupe d'enquêteur	9
IV.	Qui sont les répondants	9
V.	Démarche analytique des données	9
VI.	Résultats de l'analyse qualitative des données	10
1.	Les perceptions de la migration	10
2.	Les pratiques de la migration	16
3.	Les recommandations	23
VII.	Résultats de l'analyse quantitative des données	26
1.	Identification et présentation des organisations	26
2.	Connaissance et perceptions de la migration	29
3.	Pratiques et actions de la migration	34
4.	Recommandations	35
VIII.	Conclusion et recommandations	36
IX.	Annexes	39
	Annexe 1 : Guide d'entretien	39
	Annexe 2 : Termes de références de l'enquête	42
	Annexe 3 : Liste des organisations interviewées dans leur siège social	45
	Enquêteurs et rédacteurs :	48

I. Introduction

Le Cabinet **BAOBAB HORIZONS CONSULTING** a mené une enquête représentative auprès de trente une (31) organisations de la société civile qui ont principalement et dans une moindre mesure comme domaine de prédilection la migration. Ce faisant, cette enquête constitue un maillon essentiel dans le projet relatif à la conception d'un rapport alternatif pour une politique migratoire du Sénégal 2022 – 2023. Elle s'inscrit dans une dynamique spécifique consistant à donner la parole à certains acteurs essentiels dans le domaine migratoire pour évaluer leur niveau de compréhension, d'implication, d'investissement, de satisfaction et surtout d'identifier leurs besoins et leurs attentes dans une « politique migratoire nationale du Sénégal ».

Les enquêtes de terrain se sont déroulées entre le 5 janvier et le 10 février 2023 dans huit (7) régions du Sénégal dont : Dakar, Diourbel, Kolda, Louga, Saint Louis, Sédhiou et Thiès.

Nos enquêteurs ont sillonné 21 départements¹ avec notamment 25 communes réparties dans les sept régions sus mentionnées.

Eu égard au guide d'entretien² semi directif, accompagné d'une note d'information et consentement éclairé, cette enquête a pour effet de participer à légitimer le rapport final en lui donnant un caractère inclusif. C'est pourquoi elle s'est tournée à enregistrer la participation des organisations communautaires de base qui s'activent dans le domaine migratoire. Des actrices éminemment essentielles telles que ces dernières, qui, compte tenu de leur expérience, toute politique migratoire conçue sans y être associées serait entachée d'illégitimité.

Ainsi considérant les instructions du comité scientifique respectivement liées au deuxième et quatrième thème du guide d'entretien, à savoir la connaissance et la perception de la migration d'une part et les recommandations pour une politique migratoire d'autres parts constituent les attentes majeures de ce travail de collecte d'informations.

A l'issue des entretiens directs et semi directs, les données obtenues au niveau des organisations de cette société civile ont fait l'objet d'analyses à la fois qualitative et quantitative aboutissant ainsi aux résultats consacrés dans ce rapport d'enquête.

¹ Les départements (Cf annexe 3 portant liste des organisations communautaire interviewées).

² Guide d'entretien semi directif avec les membres de la société civile, Note d'information et consentement éclairés conçus par le comité scientifique qui pilote les travaux du rapport alternatif pour une politique migratoire ; Cf Annexe 1

II. Méthodologie générale

La méthodologie utilisée dans la conduite des opérations de cette enquête est celle qui a été largement détaillée dans les termes de références³ annexés dans ce présent rapport.

La méthodologie est ici l'ensemble des procédés, des règles et des techniques utilisés avant, pendant et après les entretiens. Elle se manifeste ainsi :

Avant d'entamer les interviews : d'abord il s'est agi essentiellement de faire des sessions de lectures, et d'explications du guide d'entretien pour permettre une bonne compréhension et une appropriation du questionnaire par l'ensemble de nos enquêteurs.

Ensuite nous avons posé l'hypothèse selon laquelle dans certaines régions, il est possible de rencontrer des répondants qui ne parleraient pas la langue française. Ce faisant le questionnaire a été reproduit en langues locales notamment en wolof et en pular sans galvauder ou travestir le sens des questions. Cela était important pour nous préparer face à nos éventuels interlocuteurs qui ne comprendraient pas les questions en français.

Pendant les enquêtes : veiller à ce que les enquêteurs font les interviews en respectant les consignes suivant afin de rester fidèle au guide d'entretien :

- ✓ Tester le micro des enregistreurs afin de s'assurer le bon fonctionnement de la logistique ; se présenter au début de l'entretien et respecter le temps imparti à chaque interview (30 à 45 minutes maximum).
- ✓ S'approprier du guide d'entretien tout au long de l'interview, en s'inscrivent dans une approche constructive tout en favorisant un climat de confiance avec ses interviewés pour obtenir le maximum de réponses possibles.
- ✓ Rester fidèle tant dans la formulation des questions que dans la prise en compte des réponses surtout au moment de la transcription car une telle attitude aide dans l'analyse des données obtenues.
- ✓ Enfin respecter la chronologie des questions et veiller à ce que les questions répondues par anticipation ne reviennent pas pour éviter une redondance.

Après les enquêtes sur le terrain : c'est là que commencent les transcriptions des audios (interviews). Cette phase est déterminante car la transcription ne laisse le

³ Termes de référence d'une enquête relative au projet de rapport alternatif de politique migratoire du Sénégal 2022-2023 page 2. Cf annexe 2.

moindre petit détail. Le plus petit mot, son, ou vocale est transcrit jusqu'à l'obtention d'un texte intégral.

Cette phase est bouclée par la mise en place d'une équipe chargée de procéder à une correction via une lecture intégrale de tous les textes. Ainsi il s'en n'est suivi une compilation afin d'arriver à un document unique.

III. Mise en œuvre de l'enquête

L'exécution de l'enquête consiste à :

- 1. Choisir un échantillon d'organisations à questionner** (notre mission était d'interroger **25 associations de la société civile** dans **6 régions**. Mais en raison du caractère national que le rapport alternatif en vue voudrait répondre, nous avons pu étendre ce travail dans **7 régions choisies** parmi celles qui ont un fort potentiel de migrants ; et puis nous avons réussi à interviewer directement **31 organisations** auxquelles s'ajoutent d'autres organisations indirectement interrogées et localisées dans les régions de Kaffrine et Tambacounda, grâce à notre collaboration avec l'ONG la lumière.
- 2. Choisir des organisations également constituées et administrativement réparties dans les régions** (d'abord toutes les organisations interrogées ont un statut juridique. Ensuite elles sont représentées dans les départements⁴ des régions choisies. Enfin à l'exception de la région de Sédiou où nous avons accessoirement interviewé une association, nous avons soumis le questionnaire à 5 organisations dans toutes les autres régions dans le souci d'assurer une participation équitable.

NB : La méthode des quotas relatifs au choix des associations repose sur la connaissance préalable de la structure sociodémographique de la zone que l'on souhaite interroger. On cherche alors à constituer l'échantillon en respectant les quotas déterminés à l'avance en se basant généralement sur la répartition géographique. Enfin s'assurer que les répondants ont une certaine maîtrise sur les questions migratoires.

⁴ Afin d'assurer une participation équitable des associations dans les régions y compris les départements ou communes qui ont été visités sont consignés dans l'Annexe 3 Liste des organisations interviewées dans leur siège sociale.

3. Déterminer l'endroit où doit se dérouler l'enquête et le groupe d'enquêteur

(Dans leur siège social, dans la rue, par courrier, sur internet, etc. Il faut dire que la quasi-totalité des organisations ont été retrouvées et interrogées dans leur siège). Ainsi des groupes de 3 personnes sont établis dont l'une dirige l'enquête et les deux autres l'assistent pour veiller au bon déroulement de l'entretien.

IV. Qui sont les répondants ?

Ce sont des organisations de la société civile travaillant sur les questions migratoires à travers des voies autorisées. Les répondants sont ceux qui occupent un poste de responsabilité stratégique dans la gestion ou le fonctionnement de la structure (Président, Secrétaire général, Coordonnateur...).

L'annexe 3 jointe à dans ce rapport permet d'apercevoir toutes les informations utiles sur les répondants. On y trouve notamment l'organisation ; la région, le département et la commune où elle est établie ; la personne qui a été interviewée, sa profession et ses responsabilités au sein de l'organisation.

V. Démarche analytique des données

Les enregistrements ont d'abord été transcrits en français suivant l'architecture du guide d'entretien. Les corpus ont ensuite été relus en vue de leur nettoyage, puis les données nettoyées ont été intégrées sur le logiciel Nvivo 12 afin de faciliter le traitement des informations. Avant l'importation des données sur le logiciel, un projet nommé BAOBAB-MIGRATION.nvp a été créé. A partir de ce fichier, des cas ont été créés en tenant compte de la thématique de la migration en lien avec le guide d'entretien. Ce qui a facilité l'encodage, c'est-à-dire la liaison entre une information et le code correspondant. Enfin, des requêtes ont été lancées en fonction du cadre d'analyse élaboré à cet effet. Elles ont permis de sortir des verbatims et des nuages de mots pertinents selon le cadre d'analyse et la thématique de la migration.

VI. Résultats de l'analyse qualitative des données

Les analyses qualitatives des données collectées ont permis d'avoir une idée plus claire sur les perceptions et pratiques de la migration mais aussi sur les recommandations formulées par les organismes enquêtés. Les résultats de l'analyse qualitative comprennent des nuages de mots et des verbatims générés grâce au logiciel Nvivo 12.

1. Les perceptions de la migration

« La migration est le fait de migrer c'est-à-dire quand un groupe d'individus ou un individu se déplace d'un lieu à un autre pour plusieurs raisons qui peuvent être d'ordre économique, social, de catastrophes naturelles. Mais souvent, il y a le mot frontière qui est également important. D'autres disent que c'est quand une personne sort d'une localité et traverse une frontière pour aller vers un autre endroit à la recherche du travail, le plus souvent comme pour le cas qui nous concerne ici. Même si également dans d'autres régions et dans d'autres pays nous avons vu des migrants qui se sont déplacés à cause de catastrophes naturelles liées à l'inondation, à la sécheresse et d'autres types, mais dans la zone où nous sommes, Kolda, qui fait frontière avec la Gambie, les 2 Guinée, c'est beaucoup plus de jeunes qui se déplacent, qui vont vers l'étranger ou dans d'autres pays pour chercher du travail, afin d'améliorer leurs conditions de vie » (**M. T. A, ONG la Lumière, Kolda**).

« La migration est le fait de quitter son pays vers un autre pays. C'est aussi le déplacement depuis les campagnes vers les villes, quitter son environnement habituel pour un autre environnement » (**C. M., Association sénégalaise des migrations circulaires, Dakar**).

« La migration c'est quitter un endroit pour un autre c'est-à-dire même étant au Sénégal, quitter la région de Thiès pour Dakar c'est aussi la migration ou quitter Tamba pour Thiès, il y a des migrations intra continentales comme quitter le Sénégal pour le Maroc » (**N. A. N., Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière, Thiès**).

« La migration c'est quitter son pays pour aller dans un autre pays et travailler pour de meilleures conditions de vie. Toutefois, elle se fait dans la plupart du temps dans des conditions difficiles et parfois même risquées ; oui c'est un risque parce que les pirogues que nous prenons pour faire le voyage ne remplissent pas toutes les conditions de sécurité. Et là on ne sait vraiment pas si la pirogue va accoster au bon port ou pas, et c'est cela le risque de migrer. C'est

quelque chose de difficile et périlleux parce que nous l'avons vécue » (**O. S., Association « AND DOX DIAME », Thiès**).

La migration est définie différemment selon la compréhension des répondants. Si certains se focalisent sur les causes de la migration pour en donner un contenu d'autres, par contre, prennent en considération la traversée d'une frontière ou d'une région ou encore le but recherché dans le projet migratoire. Il y en a aussi des répondants qui décrivent les conditions de réalisation de ce projet migratoire pour en donner une définition.

Figure n° 1 : Nuage de mots sur la définition de la migration



Les formes de migration

« Migration interne et externe. Le premier renvoie à des déplacements en vue de s'installer à l'intérieur du pays et les autres à l'extérieur du pays soit sous régional ou régional et au-delà. La migration peut être régulière comme irrégulière » (**M. G., Association régionale des migrants de retour de la région de Diourbel (ARMD), Diourbel**).

« Il y a deux formes de migration : nous avons les migrations interne et externe. Interne, c'est le fait de quitter par exemple notre collectivité pour aller à Dakar et le fait de quitter le Sénégal

pour le Cameroun ou un autre pays est une immigration internationale ou externe » (**G. B., Association des migrantes de retour de Kolda (AMRK), Kolda**).

« Il y a donc la migration légale ou illégale. Légale, c'est avoir un titre de séjour ou visa à travers les ambassades, consulat et respecter le délai de transit ou de séjour partir au pays destinataire et respecter les nombres de jours accordés et puis revenir. Ça c'est une migration légale organisée et ordonnée. Par contre la migration illégale se fait à travers les pirogues, c'est à dire prendre une pirogue et partir dans le désert pour essayer de rejoindre l'Europe voire l'Espagne malgré les risques, les rebelles, la mer avec les vagues et tout. Donc ça, ce sont des dangers et c'est de la migration irrégulière. Par rapport à la migration irrégulière par exemple vous pouvez aussi avoir un visa de 3 mois ou 15 jours au lieu de respecter le délai vous essayez de rester dans ce pays de façon illégale » (**N. A. N., Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière (ASMI), Thiès**).

« Il y a ce qu'on appelle l'émigration d'ordre professionnel, ici il s'agit des gens qui partent à l'extérieur en mission ou bien pour faire des études, il y a aussi la migration économique c'est-à-dire les personnes qui quittent leur territoire à la recherche de jours meilleurs. Ce qui est d'ailleurs beaucoup plus courant chez nous. En outre, il y a aussi le fait de quitter aussi votre pays pour aller rejoindre un conjoint (votre mari, votre épouse ou vos enfants) c'est une émigration qui est familiale.

Il y a aussi ce qu'on appelle l'exil qui renvoie aux gens qui sont forcés de se déplacer il y a d'autres aussi qui sont des réfugiés... donc la plupart de tout ça désigne des types de migration » (**K. C., Réseau NDAARI, Thiès**).

De façon globale, les personnes interviewées semblent connaître les formes de migration. Certaines évoquent la migration légale et illégale alors que d'autres mettent en avant les motifs (les contraintes à l'exil) et finalités (travail, étude, regroupement familial, etc.) de la migration pour établir les formes de celle-ci. Il y en a aussi des répondants qui font la dichotomie entre la migration régulière et irrégulière et celle interne et externe. Le nuage de mots ci-dessous illustre assez bien les points de vue des uns et des autres.

Figure n° 2 : Nuage de mots sur les formes de migration



Le document de politique migratoire « qui a été élaboré par le gouvernement du Sénégal avec quelques-uns de ses partenaires est un document d'orientation stratégique. Et dans ce document nous avons 11 axes et 4 domaines. Moi je crois que c'est un document qui a une certaine pertinence mais, qui a également des limites qu'il faut combler. Ces limites sont nombreuses par exemple nous avons l'impression que ce document de politique nationale en réalité n'est qu'une copie de la volonté des Etats européens, de l'Union européenne, de leur volonté d'externaliser la lutte contre la migration. Nous pensons également que ce document ne prend pas en compte beaucoup d'aspects que sont : le genre, la traite des personnes, le droit des migrants, nous pensons aussi que le document ne met pas l'accent sur les rôles des collectivités territoriales par rapport à la question migratoire ; donc les insuffisances sont nombreuses » (A.F., Association « SAMA CHANCE », Dakar).

« Nous percevons le document de politique migratoire à travers des orientations, de la politique du Sénégal. C'est-à-dire que nous savons qu'au niveau du Sénégal, nous valorisons plus la migration légale, mais aussi nous travaillons beaucoup pour le retour des migrants, mais d'un autre côté aussi l'accompagnement des migrants à travers des structures comme le BAOS et d'autres » (A.C., Kolda Development Fundation (KDF), Kolda).

« Nos impressions sont que y a beaucoup à faire parce que les migrants sont laissés à eux-mêmes. Il n'y a pas de politique qui prend en compte réellement les migrants. On se soucie peu de la situation des migrants parce que leurs droits sont bafoués et ne sont pas respectés. Ce sont des choses que nous voyons. C'est pourquoi, il y a de cela deux ans, dans un de nos projets intitulé **clinique juridique du migrant** parce que nous avons constaté que les migrants ne connaissaient pas leurs droits et les gens bafouaient leurs droits. Il fallait créer une clinique où le migrant se consultait à l'image du patient dans les hôpitaux, le migrant apprend à connaître ses droits. Pour nous, il reste beaucoup à faire par rapport à la situation et à la politique menée à l'endroit du migrant » (**P.M.G., Association Rester et Réussir, Dakar**).

Il ressort de ces différentes opinions qui reflètent le point de vue global des répondants que l'existence voire même le contenu du document de politique migratoire du Sénégal sont méconnus par la majorité de la cible alors qu'exceptionnellement un des répondants semble mieux connaître ce document. Le nuage de mots ci-dessus souligne les expressions et mots les plus récurrents dans le discours des répondants.

Figure n° 3 : Nuage de mots des perceptions sur le document de politique migratoire du Sénégal



« Dans notre zone, il y a moins de femmes qui vont en migration. Mais ce peu de femmes aident beaucoup leurs familles, certaines construisent de belle maison, d'autres investissent. Leurs réalisations poussent beaucoup de femmes et filles à vouloir émigrer. Les femmes qui partent s'occupent plus de la famille parce qu'elles ont plus de moyens ; et avec cette vie très chère, celles qui restent n'ont pas assez de moyens pour prendre en charge la famille » (**A.D.T., Association de lutte contre l'immigration clandestine dans la langue de Barbarie, Saint-Louis**).

« Le changement est visible et positif du point de vue des moyens financiers que matériels, mais aussi du point de vue social, c'est dire une grande considération de la part des autres. Un changement de mentalité s'opère aussi et fait naître la volonté d'apporter un plus dans le développement de son terroir » (**M.G., Association régionale des migrants de retour de la région de Diourbel, Diourbel**).

Nous voyons aussi que dans nos pays nous avons en majorité des jeunes et des femmes et ces dernières constituent le poumon économique du pays et en plus nous voyons beaucoup de dames aller dans des destinations parce que les gens ont également une idée très fausse de la migration » (**A.F., Association « SAMA CHANCE », Dakar**).

« Bon je ne sais pas exactement quel impact réel cela fait avec la migration des filles ; mais je suis sûr d'une chose : il y a des femmes qui ont migré et réussi leur projet et qui sont revenues avec des compétences, ou des biens qui leur ont permis de s'imposer dans leur domaine d'activités sociales et économiques. Donc je peux dire que la migration de certaines femmes impacte positivement sur le développement de leur terroir, mais aussi des conséquences positives dans leurs familles sont souvent notées » (**O.D., Association THELMIS ET LUA, Thiès**).

« Oui, je pense que cela a eu un impact parce que nous avons eu échos des filles et femmes qui ont fait la migration et qui ont rencontré beaucoup de difficultés, subi plusieurs formes de violence et même l'exploitation sexuelle et économique. Il y a même des femmes et filles de la zone qui ont été emprisonnées dans des pays comme la Libye, le Niger et autres. Tout cela a eu des répercussions sur le plan psychologique, mais sur leur réintégration sociale et communautaire parce que quand vous avez subi toutes ces formes de violence, votre réintégration est influencée par ce vécu atroce. C'est pourquoi ce sont des femmes et filles qui doivent être accompagnées sur tous les plans : psychologique, éducationnel et socioéconomique » (**M.T.A., ONG La lumière, Kolda**).

La migration féminine réussie engendre des retombées économiques et sociales positives sur les familles et communautés. Elle favorise le changement de mentalité chez les migrantes et l'estime de soi et une considération sociale. Telle est l'opinion générale qui se dégage des propos des personnes interviewées bien qu'une minorité des répondants a souligné l'aspect négatif de la migration féminine à savoir la violence, l'exploitation et l'insécurité.

Figure n° 4 : Nuage de mots sur les impacts de la migration sur les femmes



2. Les pratiques de la migration

« On a déjà défini des actions ou stratégies pour la conception d'une politique migratoire. On accorde beaucoup d'assistance au migrant de retour pour faciliter la réintégration dans la société en les formant, en organisant des causeries dans les quartiers, en sensibilisant les familles des migrants et en les accompagnant dans leurs projets » (**M.G., Diaspora Développement Education Migration (DIADEM), Saint-Louis**).

« Nous organisons chaque année un forum sur la migration dans la région de Diourbel qui regroupe les migrants et membres de leurs familles, les autorités étatique, religieuse et les partenaires techniques et de développement avec comme thème « migration et

développement ». On assiste aussi les migrants qui ont fait le départ volontaire d'Italie en leur fournissant toutes les informations concernant leurs dossiers. Pour les veuves des migrants, elles aussi on suit leurs dossiers et on leur fournit des informations sur les démarches administratives afin qu'elles puissent rentrer dans leurs droits » (**O.G., Association des migrants de retour du Baol, Diourbel**).

« Nous avons mené des activités de plaidoyer auprès des autorités administratives et territoriales, des activités de sensibilisation. Nos rapports stratégiques sur la migration ont été partagés avec les autorités centrales. Nous avons mis en place au niveau de Kolda un comité régional de pilotage des questions de migration avec l'implication de l'autorité administrative qui peut rapporter les décisions prises au plus haut niveau » (**M.T.A., ONG La lumière, Kolda**).

« Boza Fii est formée par des migrants de retour. On s'est dit qu'on ne peut pas rester les bras croisés sur la question de la migration. Nous sommes des Sénégalais et devons apporter quelque chose pour notre pays. Je suis revenu au Sénégal pour conscientiser les jeunes et me familiariser avec les potentiels migrants pour les sensibiliser sur les risques existants. On n'empêche personne de migrer. On peut donner des conseils et des astuces si la personne décide tout de même de migrer afin de ne pas croiser les agents Frontex » (**C.S., Booza Fii (Alarm phone Sahara), Dakar**).

« Nous avons des initiatives qui vont dans ce sens par ce que nous tenons des réunions au sein de notre plateforme digitale via le réseau social WhatsApp. A la suite de ces réunions, nous appelons Amina, celle-ci travaille à l'OIM, c'est pour lui informer de nos projets qui nécessitent un accompagnement financier et dans une moindre mesure des formations pour un renforcement de capacité de nos membres. Souvent nous participons à des rencontres qui se tiennent dans d'autres localités comme Thiès pour discuter sur des questions de migration. Mais là aussi il faut dire que nos moyens sont limités et c'est pour cette raison que peu de gens parmi nous font ces déplacements afin de participer à ces rencontres où on parle de questions migratoires » (**O.S., Association « AND DOX DIAME », Thiès**).

« Notre association n'est pas très vieille ; elle a plus de 5 ans aujourd'hui et on est à notre 6^{ème} année. Mais néanmoins, on a pu faire quelques activités et actions dans ce sens. La première chose que l'on avait eu à faire c'est d'organiser une caravane de sensibilisation sur l'émigration et l'immigration irrégulières où l'on a fait un peu le tour du Sénégal, puis on a participé à

beaucoup d'études et beaucoup de projets sur l'impact de l'émigration » (**K.C., Réseau NDAARI, Thiès**).

Les initiatives en faveur de la migration ne manquent pas. Elles portent en général sur la sensibilisation, l'accompagnement, la formation et la fourniture de conseils et d'informations. Les bénéficiaires de ces actions sont les migrants, les potentiels migrants, les migrants de retour ainsi que leurs familles. Le manque de financement pour mener à bien leurs activités est la difficulté principale rencontrée par les organismes enquêtés.

Figure n° 5 : Nuage de mots sur les initiatives en faveur d'une politique migratoire



« Au stade actuel de nos démarches, nous avons pu réunir à Thiès des migrants qui ont été rapatriés du Maroc, de la Libye et du Niger, pour recenser leurs dossiers afin de solliciter un financement auprès de l'union européenne mais aussi de l'OIM. Ces actions entreprises par notre association ont pour but d'aider les jeunes migrants de retour pour qu'ils restent ici au Sénégal et développer leurs propres activités commerciales et économiques » (**O.S., Association « AND DOX DIAME », Thiès**).

« L’association « Sama chance » a mis sur place ce qu’on appelle une maison d’accueil des migrants. Je crois que c’est une première au Sénégal, et certainement peut-être en Afrique ce modèle est maintenant copié un peu partout au Nigéria et dans certains pays. Notre maison d’accueil des migrants c’est pour permettre le retour des migrants sénégalais dans la dignité. C’est une maison qui offre son hospitalité aux migrants qui le désirent. Dès que vous entrez en contact avec nos bénévoles qui sont en Allemagne, nous pouvons vous prendre en charge, vous aider dans vos démarches administratives au niveau des organismes, donner des conseils aux migrants de retour qui sont en Allemagne que ce soit le Coming Home ou l’Impact. Quand vous venez au Sénégal également, à partir de l’aéroport nous mettons à votre disposition un véhicule qui vous transporte et vous amène à la maison d’accueil « DALAL DIAMME » et vous avez la possibilité de rester chez nous pendant 15 jours gratuitement, car l’hébergement est gratuit et nous avons une maison de 14 lits. Nous vous donnons la restauration gratuitement de même que les soins sont gratuits et tout cela grâce à la coopération allemande avec la lande Sham. Et enfin, grâce à notre réseau de partenariat l’OFII, la GIZ, nous pouvons vous aider à trouver un emploi ou vous accompagner » (**A.F., Association « SAMA CHANCE », Dakar**).

« Le type d’appui que nous avons apporté aux migrants de retour est le partage de notre expertise avec le peu de connaissances que nous avons. Nous avons aussi accepté de donner des informations claires sur notre parcours migratoire. Pour les actions, nous organisons parfois des séances de sensibilisation, des thés débats, des causeries, etc. » (**W.B., Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière (ASMI) , Kolda**).

« On fait de la réinsertion de migrants. L’association oriente les migrants de retour et les met en contact avec des organisations comme l’OIM. L’association dispose des terres à Thiès et à Ziguinchor qui seront utilisées pour la réinsertion des migrants de retour dans l’agriculture. Avec des partenaires français, l’association envisage de former les migrants de retour » (**C.S., Booza Fii (Alarm phone Sahara), Dakar**).

« (...) on est dans la sensibilisation, on propose aussi des formations adéquates aux migrants de retour ou potentiels migrants, on essaie aussi de trouver des partenariats pour les formations comme BOAS pour les subventions pour aider les migrants de retour ou potentiels migrants, candidats à la migration, ou la DER aussi pour les financements parce que les migrants ils ont déjà des expériences par exemple il y en a qui sont des acteurs de l’agriculture, de l’élevage, la transformation fruits et légumes et les produits halieutiques. (...) L’année dernière j’avais négocié des partenariats avec le BOAS, ils nous avaient subventionné plus de 2 000 000 Fr pour chaque migrant. On réalise des business plans et après ils vont sélectionner les meilleurs projets

et ensuite donner une subvention de 2 000 000 Fr, mais on ne donne l'argent en espèce mais plutôt on t'achète les matériaux que vous avez besoin, par exemple si ce sont des tailleurs on achète des machines et on vous les donne, si c'est l'agriculture on essaie de mettre le forage » (**N.A.N., Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière, Thiès**).

« Ce que nous faisons c'est d'abord essayer de les accueillir et de les installer parce que je pense que les premiers problèmes de la migration de retour c'est ce que l'on appelle la reconnexion avec l'environnement socio-économique du pays. Donc, ce sont des gens qui ont vécu pas mal d'années à l'extérieur et qui sont parfois carrément isolés et cet isolement commence déjà dans sa propre famille, car étant mal compris. Il faut donc qu'il ait une connexion déjà avec l'environnement social, mais aussi si vous voulez investir, travailler, faire des activités, il faut une reconnexion avec l'environnement économique. Donc, il faut travailler dans ce domaine, c'est pour ça que le coaching que nous faisons est assez important. L'autre élément maintenant c'est l'accompagnement, c'est-à-dire comment mettre en place une entreprise, comment avoir son plan d'affaire, comment créer son business, etc. On fait beaucoup de formation et d'accompagnement par rapport à cela, le networking aussi est une chose très importante c'est-à-dire avoir des relations avec les entrepreneurs parce que l'entrepreneuriat est un processus qui est émergent, mais en même temps c'est un processus qui est intrinsèquement social. Autrement dit, il n'y a pas d'entrepreneur qui peut réussir tout seul et généralement, ces gens qui sont isolés ont besoin d'avoir un réseau sur lequel ils peuvent s'appuyer pour faire des choses et nous y travaillons beaucoup. C'est pour ça qu'on appelle l'association le Réseau NDAARI, pour que les gens puissent avoir quelques choses sur quoi s'appuyer » (**K.C., Réseau NDAARI, Thiès**).

L'appui apporté aux migrants de retour est généralement un soutien en nature et rarement en numéraire. Il consiste à aider ces migrants pour lancer des activités génératrices de revenus en mettant à leur disposition un réseau de partenaires publics comme privés. Les secteurs économiques ciblés sont le commerce, l'agriculture, l'élevage, la couture, la pêche, etc. Le soutien peut également se traduire par l'accueil du migrant de l'aéroport jusqu'à une maison de refuge où il pourra séjourner gratuitement et bénéficier de soins psychologique et social.

Figure n° 6 : Nuage de mots sur les appuis aux migrants de retour



« Aujourd’hui, les migrants ont adhéré à notre idée de projet et sont disposés à venir vers nous pour un appui ou un soutien. Dans le même sillage, les autorités locales sont imprégnées de nos activités et sont disposées à nous accompagner » (**F.D., Association Jammi Jaboot, Diourbel**).

« Nous avons réussi à faire de grands projets surtout avec le Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l’homme, la GIZ et l’Union européenne. On a réussi malgré notre jeune âge à développer de grands projets. On s’impose aussi dans la banlieue, au Sénégal, parce que souvent nous sommes invités à des rencontres liées aux questions migratoires. Pendant la période Covid les migrants n’étaient pas pris en compte, nous, on est parvenu à les aider, à les recaser » (**P.M.G., Association Rester et Réussir, Dakar**).

« Aujourd’hui la satisfaction est de montrer aux migrants que, quel que soit le lieu où nous nous trouvons, nous devons nous intéresser aux affaires locales. L’autre satisfaction est la création d’un lien fort entre les migrants de la diaspora et leur communauté d’origine et cela favorise la réalisation de beaucoup de choses. Il y a aussi l’expertise qui est partagée à travers nos organisations et qui a fait que beaucoup de migrants ont maintenant ce brin de professionnalisme » (**A.C., Kolda Development Fundation, Kolda**).

« D'abord une satisfaction morale parce que nous avons réussi à prendre en charge nos frères sénégalais et africains qui revenaient d'Europe et qui n'avaient pas de point de chute ; ça c'est la première satisfaction. Ensuite nous avons pu aider certains à avoir une réinsertion économique et c'est ça la grande satisfaction (...) Mais je suis insatisfait parce que le projet que nous menons tire à sa fin c'est le dernier mois en mars et il y a encore beaucoup de charges, je dis qu'il faut que l'Etat nous accompagne. J'ai même rencontré deux autorités qui nous disaient qu'il faut qu'on nous accompagne parce que c'est une question supranationale » (**A.F., Association « SAMA CHANCE », Dakar**).

« Je pense que la satisfaction déjà personnelle c'est d'avoir réussi mon retour ; une chose qui n'était pas gagné d'avance. Il faut comprendre que j'ai laissé un travail stable en Europe pour rentrer, donc j'avais un contrat à durée indéterminée et je travaillais à l'université catholique de Milan. J'ai démissionné par la suite pour revenir au Sénégal ; ce qui n'était pas évident au départ. Mais je pense que j'ai pu quand même réussir un peu ma reconversion et ma reconnexion avec l'environnement de mon pays et puis le fait d'avoir écrit un livre qui a quand même eu pas mal de succès en Europe, comme on le dit : « nul n'est prophète chez soi ». Mais je pense que le livre a eu beaucoup plus de succès à l'extérieur (...). L'autre satisfaction c'est d'avoir aidé les gens à réussir leur retour, c'est-à-dire que l'on a aidé pas mal de personnes qui sont rentrées et que l'on a pu orienter et qui ont pu aujourd'hui eux-aussi réussir leur retour » (**K.C., Réseau NDAARI, Thiès**).

Dans l'ensemble les répondants semblent satisfaits du bilan de leurs actions en faveur de la migration surtout le soutien apporté aux migrants de retour. La seule préoccupation reste la pérennisation de ces actions dans le temps qui nécessite des moyens humains et financiers. Le nuage de mots ci-dessous reflète les opinions des organismes interviewés.

Figure n° 7 : Nuage de mots sur la satisfaction sur les actions d'appui aux migrants



3. Les recommandations

« Tous les ministères qui interviennent sur ces questions doivent fédérer leurs forces et leurs idées pour qu'il y ait véritablement une action concrète sur la question migratoire. On a vu que beaucoup de personnes qui reviennent n'ont pas d'accompagnement et n'ont pas d'informations également sur les projets mis en œuvre par l'Etat. Donc on voit qu'il n'y a pas de bonne communication. Ce manque est peut-être dû à un manque de confiance, une rupture de confiance entre les migrants sénégalais et l'Etat du Sénégal, et il faudrait rétablir cette confiance » (**A.F., Association « SAMA CHANCE », Dakar**).

« Pour avoir une bonne politique migratoire, il faudra : renforcer le Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur ; renforcer les BAOS dans les régions ; faciliter l'accès aux financements professionnels des jeunes ; faciliter l'obtention des visas pour les jeunes ; accompagner le retour et la réinsertion des migrants vers le retour (habitat, investissement, informations...) » (**A.S., Organisation départementale de Lutte contre l'émigration clandestine (ODELEC), Louga**).

« Une bonne politique migratoire doit impliquer tous les acteurs aussi bien étatiques que non étatiques et être consensuelle afin de prendre en compte les préoccupations des migrants de retour qui eux-mêmes doivent être impliqués car étant les concernés » (**F.D., Association Jammi Jaboot, Diourbel**).

« Nous attendons d'une politique migratoire la facilitation du retour des migrants, car tout le monde a besoin après un temps de recherche de moyens de réaliser quelque chose au niveau local. Il faut donc faciliter ce retour sur le plan administratif, l'environnement des affaires, l'accès au foncier, l'habitation et la production agricole » (**A.C., Kolda Development Fundation, Kolda**).

« Nous voulons une politique migratoire inclusive, ouverte et transparente afin de connaître les motivations de départ et apporter des solutions durables au fléau. Il faut former les jeunes aspirant à la migration à des métiers et transmettre la bonne information. Il faut que les autorités en charge de la migration viennent à la base comme Yeerakh, Thiaroye sur mer, Mbao, Bargny, Cayar et Cafountine qui sont des zones de départ pour discuter avec les jeunes » (**M.D., Association des jeunes rapatriés de Thiaroye sur mer (AJRAP), Dakar**).

« Les acteurs de la migration doivent assumer pleinement leur responsabilité et créer une synergie d'actions afin d'avoir des résultats. Ils doivent s'imprégner des réalités du terrain. Il faut arrêter le clientélisme politique dans la gouvernance migratoire, que des personnes responsables et connaissant le domaine interviennent. Il faut impliquer tous les acteurs du début jusqu'à la fin dans la définition de la politique migratoire. Que les personnes ou organisations qui se servent de la migration pour en tirer des ressources arrêtent » (**C.M., Association sénégalaise pour les migrations circulaires (ASMC), Dakar**).

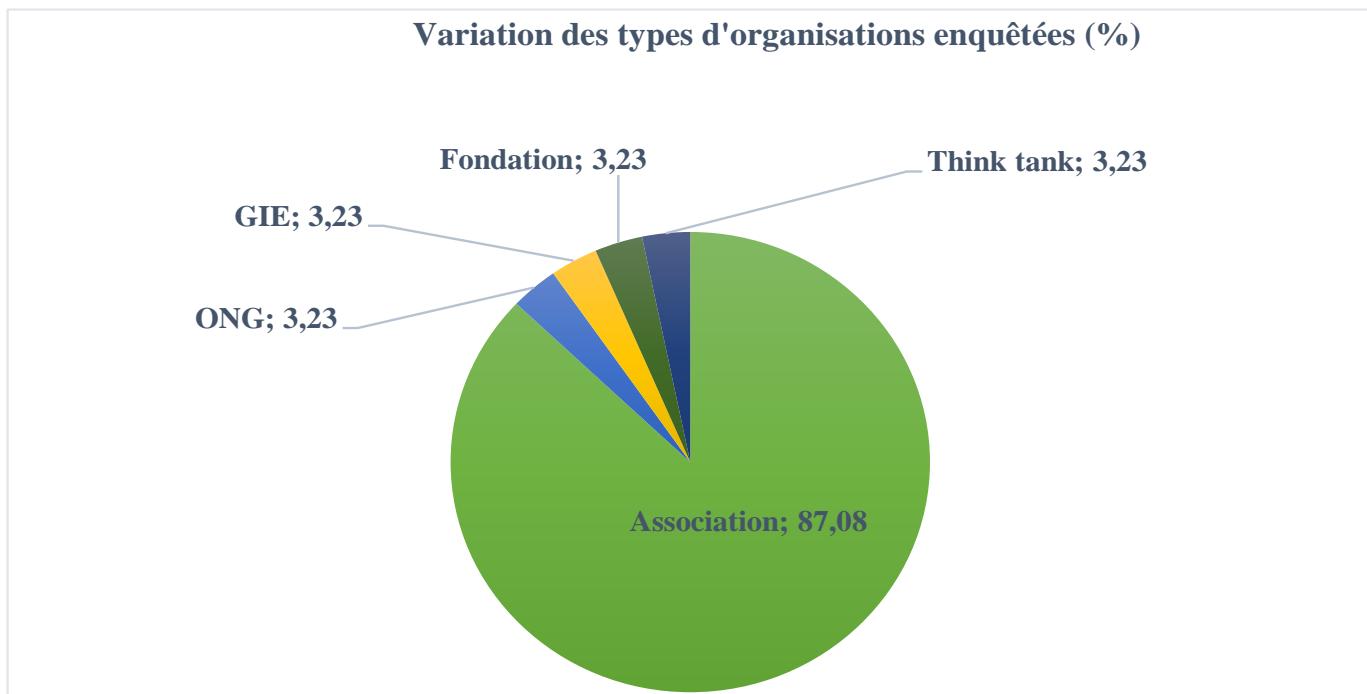
Les organismes enquêtés souhaitent davantage de collaboration entre les mouvements associatifs à la base et les autorités en charge de la politique migratoire du pays. Ils exhortent à une synergie d'actions entre tous les acteurs qui interviennent sur la question migratoire et à une prise de décision consensuelle sur la problématique. Les répondants sollicitent plus de facilitation pour l'accès aux financements professionnels et à la terre pour initier des actions entrepreneuriales chez les migrants de retour et potentiels migrants. Ils alertent l'opinion publique sur l'existence d'organismes capteurs de fonds de la migration et qui ne redistribuent pas ces fonds au mouvement associatif évoluant effectivement sur la migration.

Figure n° 8 : Nuage de mots des recommandations pour une bonne politique migratoire



VII. Résultats de l'analyse quantitative des données

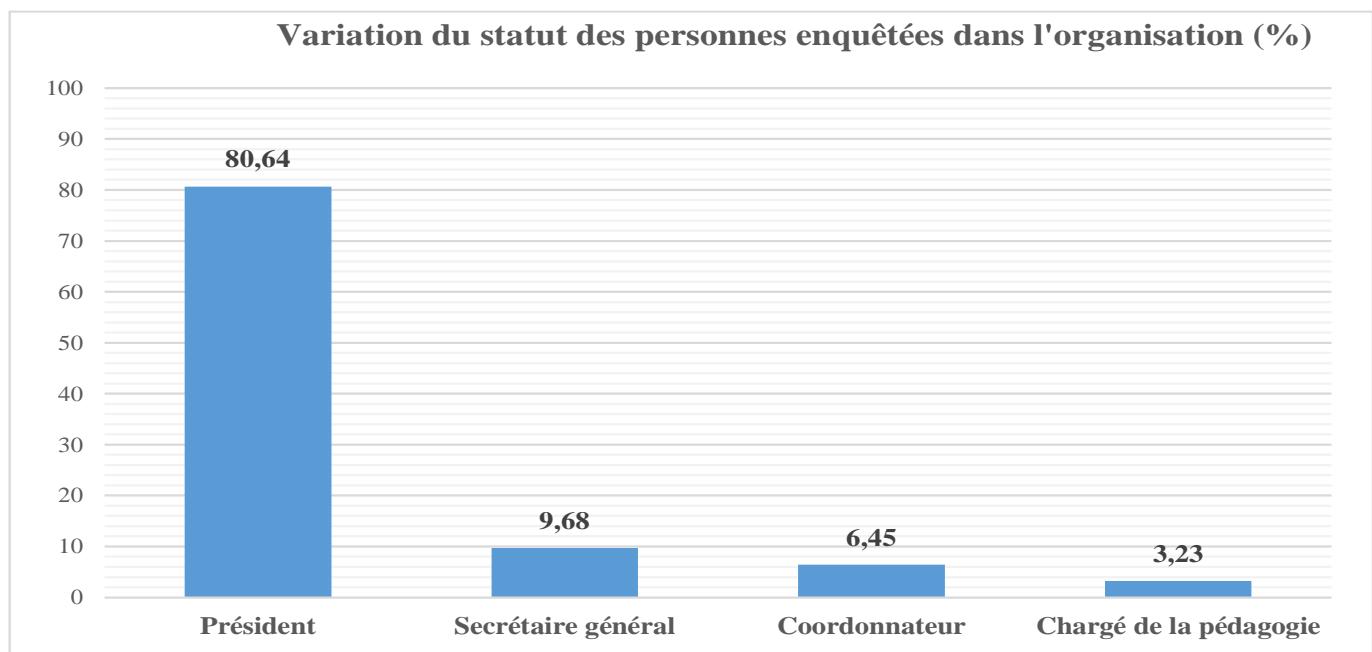
1. Identification et présentation des organisations



Ce diagramme circulaire est le résultat quantitatif représentant les pourcentages des différents profils de l'ensemble des organisations de la société civile ayant répondu au guide d'entretien.

Il montre le profil dominant que constituent les associations à but non lucratif qui travaillent essentiellement sur les questions migratoires ; avec un taux de 87,08 % sur l'ensemble des régions où cette enquête a eu lieu. Par ailleurs les autres profils tels que les (GIE, ONG, Fondation et Think Tank) laissent voir que sur les 31 structures interrogées, on note une certaine représentativité relativement égale avec un taux de 3,23 % pour chacune de ces organisations.

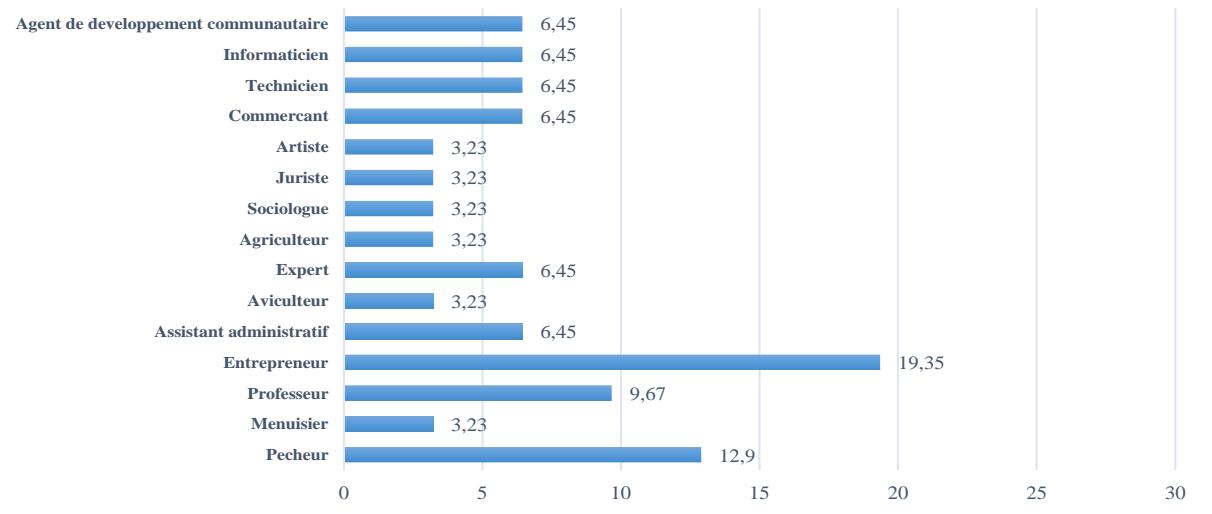
Sur le statut des personnes enquêtées



L'objectif visé à ce niveau est de s'assurer de la légitimité de notre interlocuteur à engager l'organisation en question, à sa capacité de parler et d'agir au nom et pour le compte de celle-ci. C'est ainsi que dans les 6 principales régions, sur l'ensemble des répondants les 80,64 % assurent la présidence de leur structure. Ce qui atteste une certaine logique vis-à-vis du nombre d'associations (87,08 %) susmentionnées.

9,68 % des personnes interrogées gèrent le secrétariat de ces organisations. Au même moment l'on peut noter des coordonnateurs avec un taux de 6,45 % et enfin le statut de chargé de la pédagogie ferme la marche avec une portion de 3,23 %.

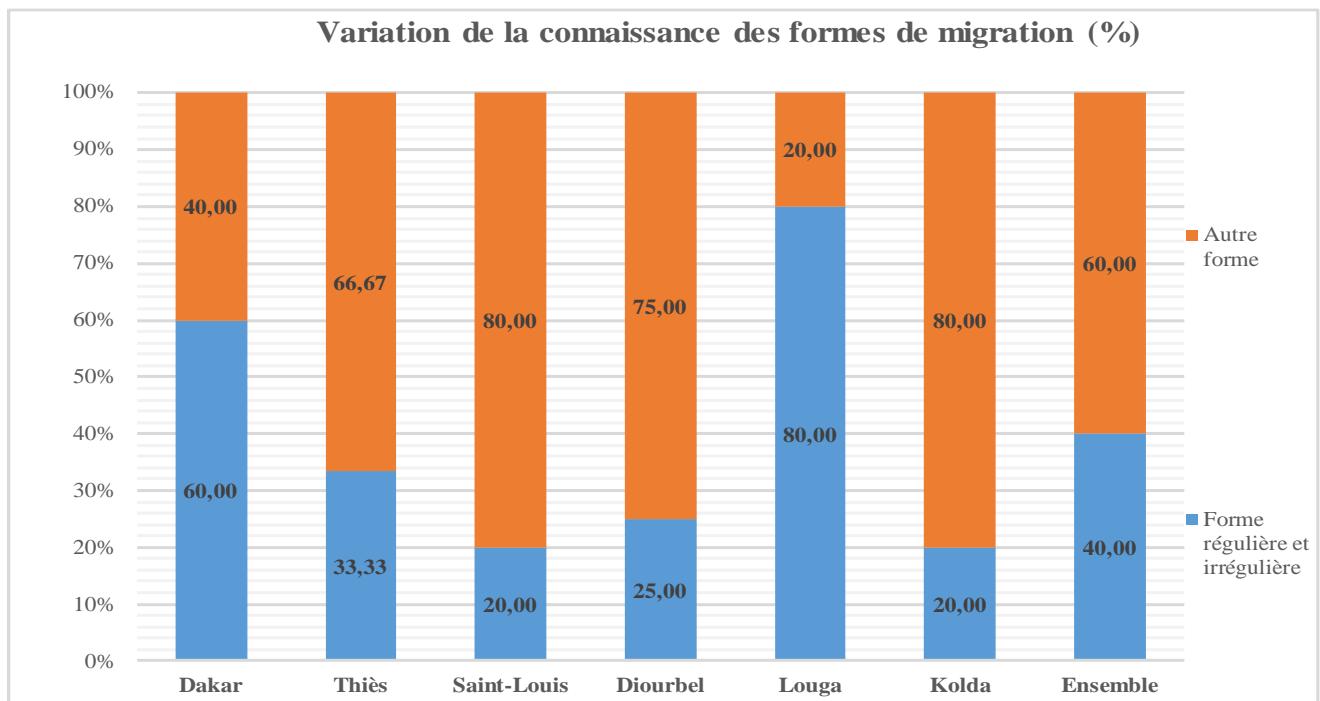
Variation du statut professionnel des personnes enquêtées (%)



L’analyse quantitative des données obtenues à l’issue des entretiens nous a permis de mettre en exergue le statut professionnel des répondants. Il s’agit entre autres de 15 profils professionnels différents dont les plus présents sont des entrepreneurs avec un pourcentage de 19,35 %. Il faut dire que ce statut socio professionnel est très représentatif dans les organisations de migrants et notamment dans celles qui polarisent des migrants de retour. C’est donc dire que migration et entreprenariat font souvent bonne compagnie. En outre nous pouvons relever la présence assez importante des pêcheurs avec 12,09 %, cela s’explique par le constat que dans les associations de migrants basées dans les régions de Thiès (Mbour), de Dakar (Mbao, Thiaroye sur mer, Hann-Dalifort) et Saint Louis, les pêcheurs occupent une place de choix dans les mouvements migratoires. Le secteur de l’éducation n’est pas épargné avec des enseignants qui s’intéressent de plus en plus à la migration comme en témoignent les 9,67 % observés dans le graphique constitué d’enseignants.

Cette enquête nous montre également d’autres variétés de statut professionnel des personnes enquêtées telles que (informaticien, commerçant, technicien, assistant administratif, experts avec 6,45 % des profils interrogés). D’autres corps de métier sont moyennement représentés dans ces organisations mais qui ont un apport considérable à faire valoir dans la vie et le fonctionnement desdites structures. Il s’agit de juriste, sociologue, menuisier, artiste, agriculteur...

2. Connaissance et perceptions de la migration

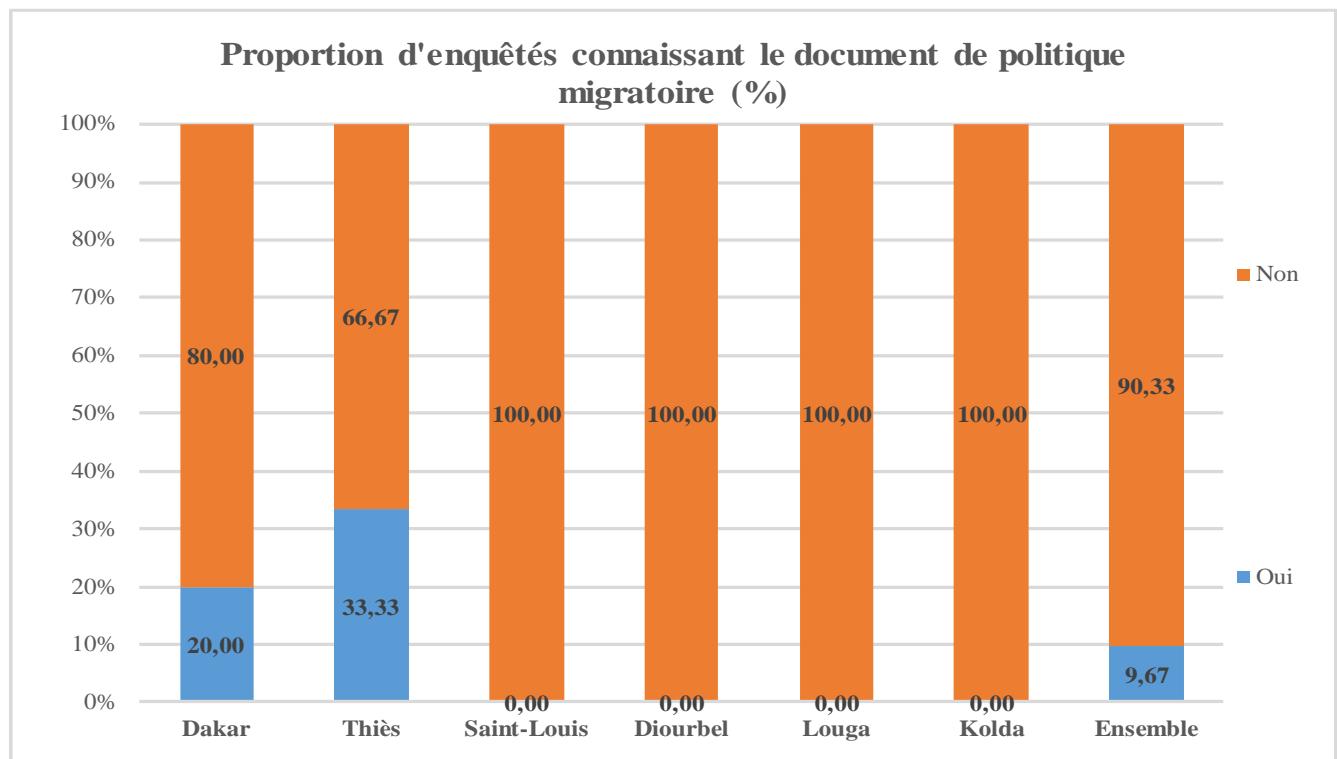


A la question de savoir quelles sont les différentes formes de migration que vous connaissez ? Les organisations interviewées ont donné plusieurs réponses. Ces dernières ont fait l'objet d'une analyse synthétique avant d'être classifiées. Ainsi 40 % des réponses obtenues dans les 6 régions ont donné la forme régulière et irrégulière ce que d'autres appellent forme légale et forme illégale. Au regard des statistiques, ces formes de migration sont plus répandues dans les régions de Louga avec un taux de 80 % des réponses données par les associations basées dans cette région ; Dakar 60 %, Thiès 33,33 % des réponses obtenues dans les organisations de cette région.

Toutefois il est remarquable que 60 % des réponses nous donnent des formes assez hétérogènes. Parmi celles-ci l'on peut énumérer la migration (de travail, économique, saisonnière, circulaire, interne et externe, d'étude, regroupement familial...). A noter que dans ces formes la migration peut être régulière ou irrégulière autrement dit légale ou illégale. Tout dépend des moyens et procédés utilisés.

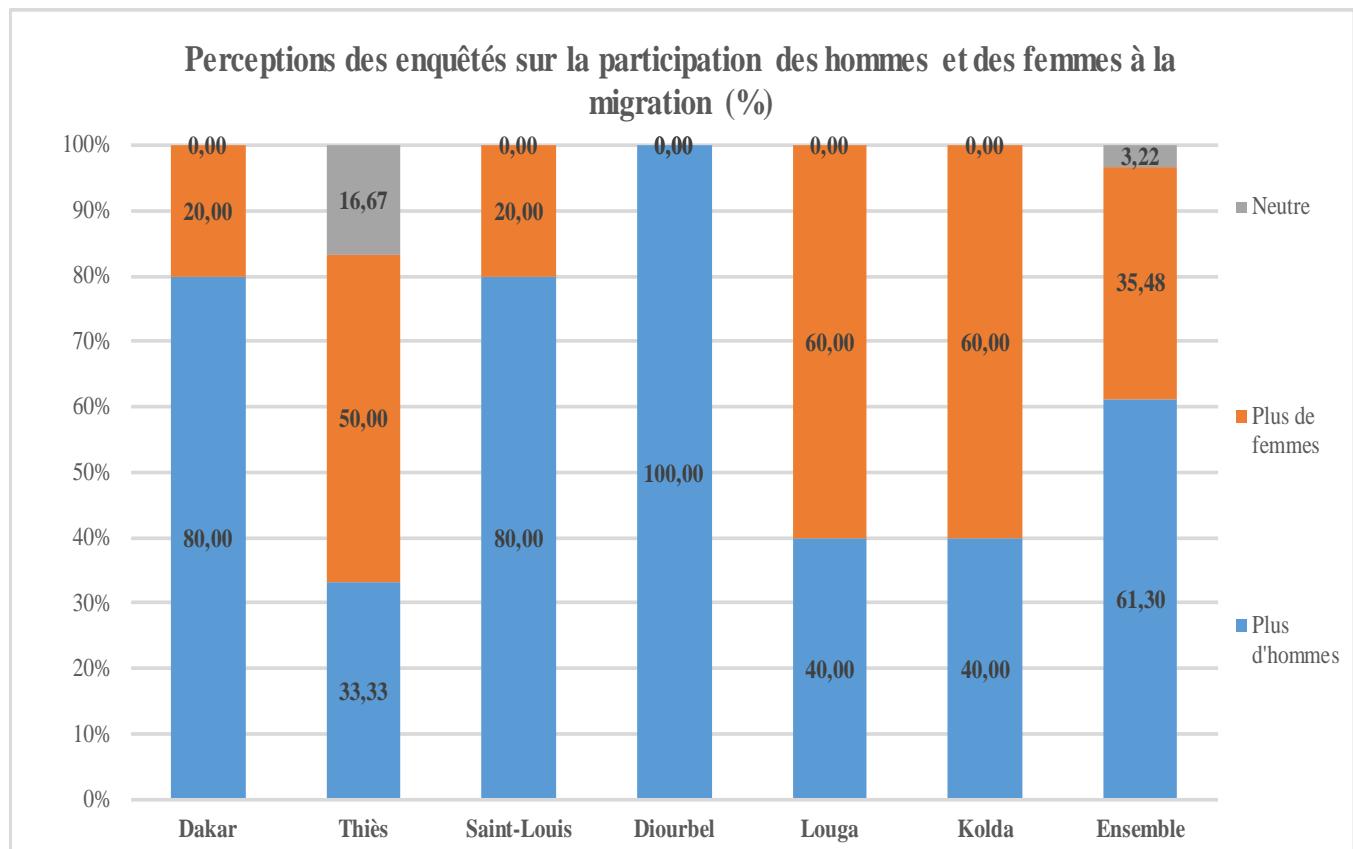
Nous pouvons dire à ce propos in fine que le nuage de mot (**Figure n° 2**) résultant de cette question dans l'analyse qualitative est assez illustratif sur les formes de migration.

Sur la connaissance du document de politique migratoire du Sénégal de 2018



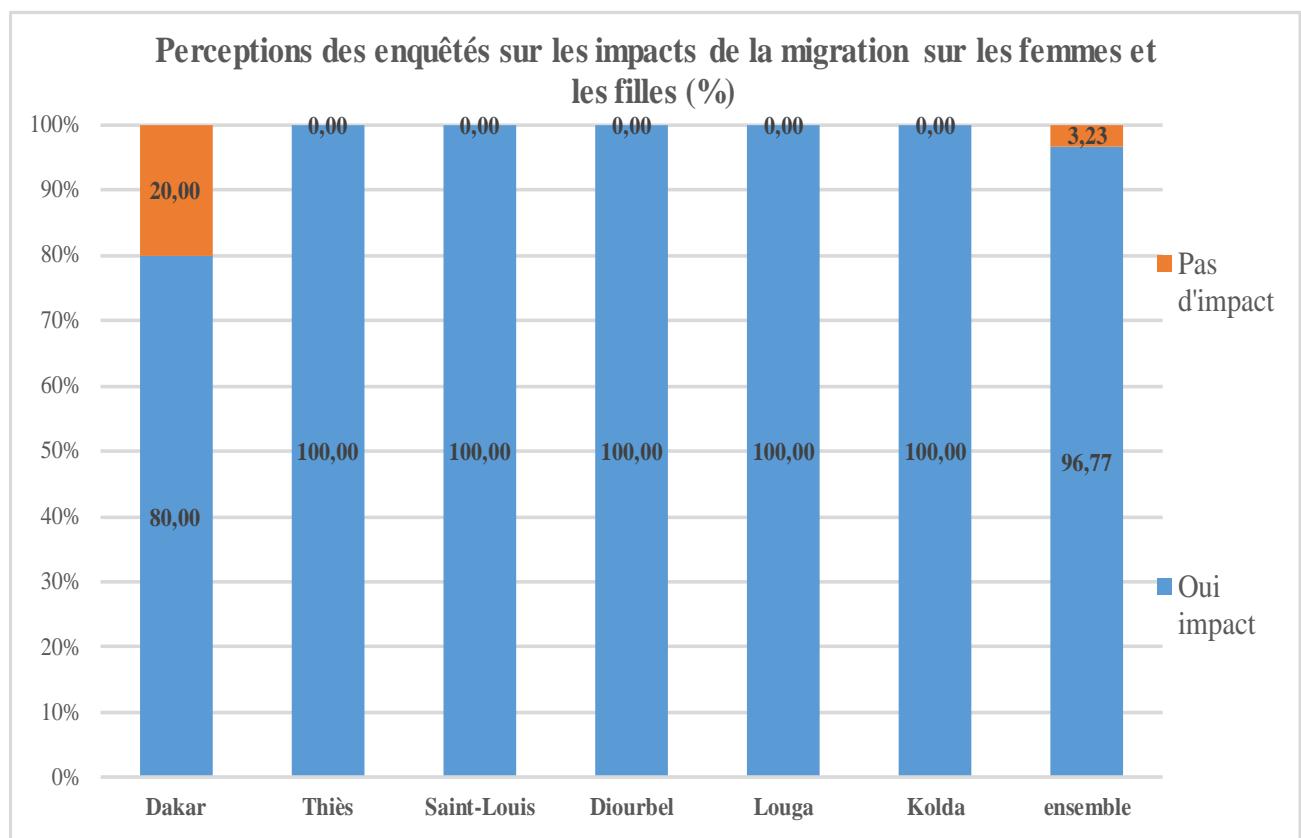
Les résultats de l'analyse quantitative des données obtenues sur la question précise de savoir si les personnes interrogées connaissent ou pas le document national de politique migratoire du Sénégal sont décevants. Les réponses montrent que 90,33 % des organisations interviewées méconnaissent le document. Dans les régions comme Diourbel, Saint-Louis, Louga et Kolda qui sont réputées être des zones ayant un fort taux de populations migrantes, la surprise est hallucinante de constater qu'aucun des répondants interrogés ne connaisse ce document.

Les 9,67 % des personnes qui semblent connaître ce document sont entre la région de Dakar et la région de Thiès. En effet, dans les trois départements de la région de Thiès (Thiès, Mbour et Tivaouane) sur les six (6) organisations qui ont été interviewées seules 33,33 % disent qu'elles connaissent à peine le document de politique migratoire contre 66,66 % qui l'ignorent complètement. La région de Dakar quant à elle, enregistre 20 % de l'ensemble des organisations interrogées connaissant l'essentiel du document.



Les données statistiques montrent que les hommes sont encore majoritaires dans les dynamiques migratoires même si on peut noter une féminisation galopante de celles-ci pendant ces dernières années. Les réponses données par nos interviewés laissent voir que 61,30% des personnes qui prennent part aux questions migratoires sont des hommes. Pendant ce temps d'autres 35,48% soutiennent le contraire. Ces derniers avancent pour justifier leurs propos que le phénomène migratoire est complexe et fait intervenir les femmes dans toutes les étapes du projet de voyage du migrant. Et cela est vrai selon eux car les femmes participent au départ, au retour, à la prise en charge de la famille, de l'éducation des enfants mais aussi de la gestion du patrimoine du migrant.

En outre il faut souligner que 3,22% des personnes interrogées, ne peuvent pas être affirmatives car n'ayant pas de données sur cette question leur permettant de dire que ce sont les femmes ou les hommes qui participent le plus sur les questions migratoires. D'où leur neutralité face à cette question.



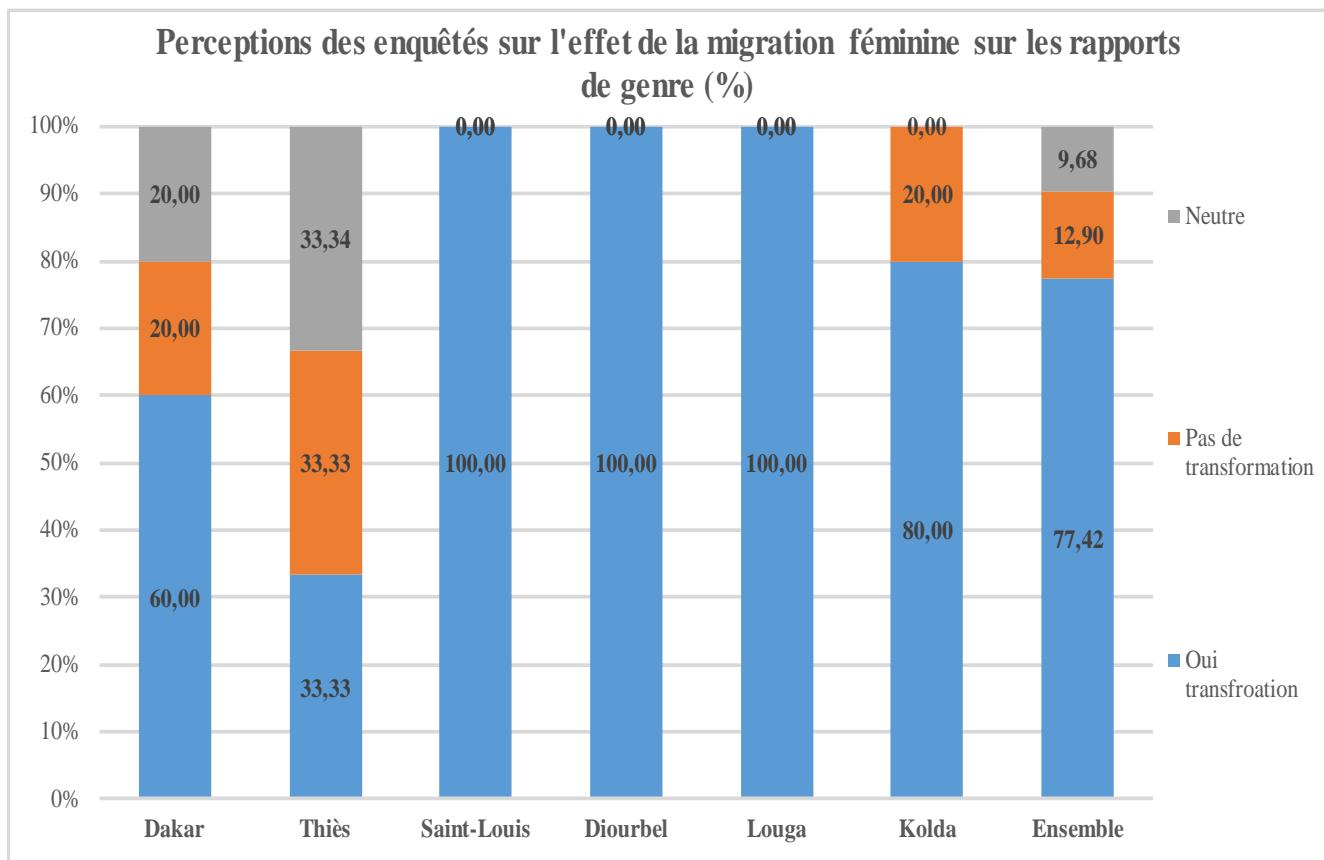
Tous nos répondants, à l'exception de quelques-uns, ont soutenu que la migration a d'une manière ou d'une autre des impacts sur les femmes et les filles. Ces impacts peuvent être négatifs comme positifs.

Les impacts positifs varient en fonction des régions, des contextes mais surtout des réalités socio-économiques. Ils prennent en compte le statut social de la femme ou de la fille, leurs capacités mais aussi de leurs compétences à faire valoir leur projet de vie, leur projet professionnel et s'imposer dans leur domaine d'intervention afin d'intégrer le concert des hommes (H) influents. Ce qui peut leur valoir une certaine considération vis-à-vis de leurs concitoyens.

Quant aux impacts négatifs, ils sont surtout liés à leur identité physique car elles sont depuis fort longtemps victimes de stéréotypes du genre, la femme ou la fille appelée le « sexe faible ». Dans le parcours migratoire, elles sont souvent victimes de plusieurs formes de violence et même d'exploitation sexuelle et économique.

En outre les impacts négatifs sont souvent appréciés à l'égard de ces femmes et filles qui, sans aller à l'émigration, subissent les effets de la migration d'un membre de leur famille. Que ce dernier soit le/la conjoint (e) ou le père par exemple, la femme ou la fille peut souffrir des maux consubstantiels aux besoins sociologiques dus à la non présence de celui-là à leurs côtés.

Migration et rapports de genre



Les questions migratoires contribuent-elles à la transformation des rapports de genre ?

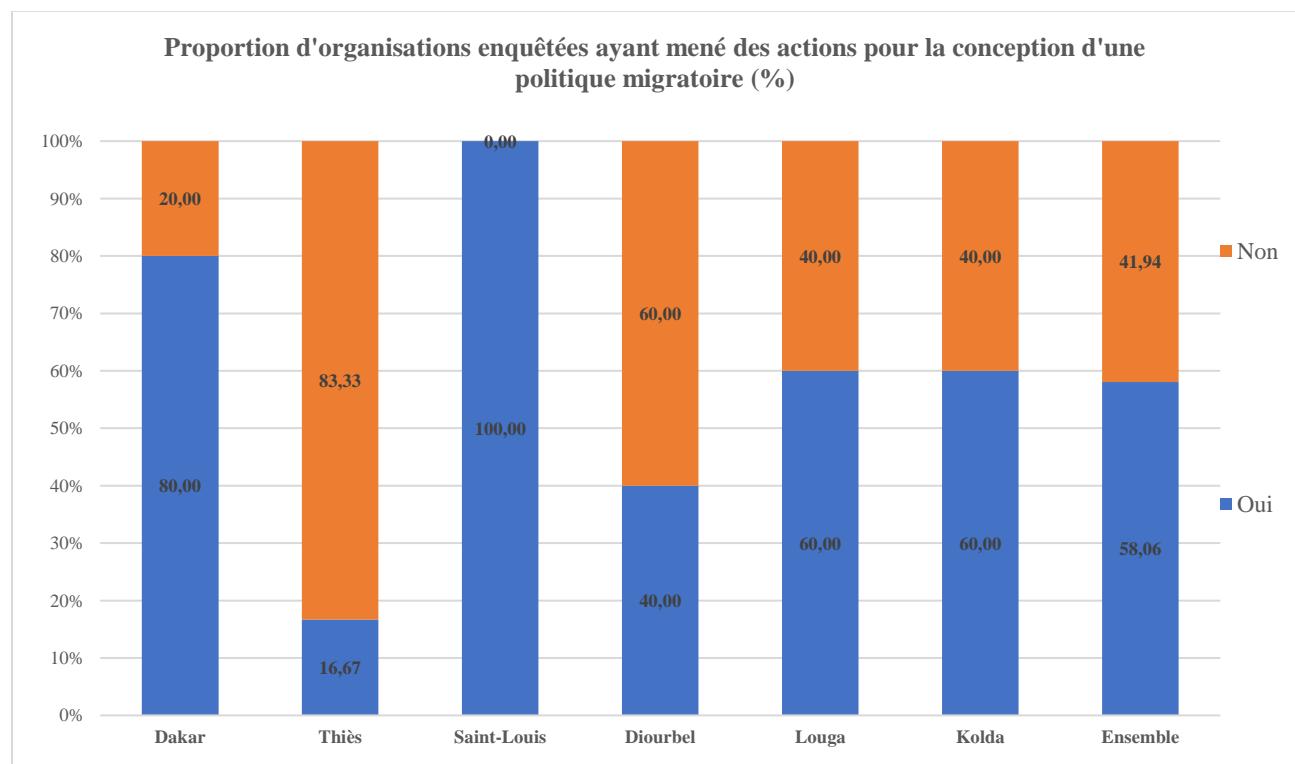
Les résultats globaux sur la perception quantitative relative à cette question sont affirmatifs à la mesure de 77,42 % des enquêtés. A l'exception de la région de Thiès, une analyse partielle dans toutes les autres régions notamment les régions de Diourbel (100 %), Louga (100 %) et Saint-Louis (100 %), soutient que les questions migratoires participent effectivement à modifier les rapports de genre. La synthèse des données issues de l'analyse qualitative donne quelques exemples illustratifs sur la manière dont les rapports de genre sont transformés.

Par contre nous avons relevé que 12,90 % pensent que les questions migratoires n'ont pas du tout changé la configuration des relations de genre. Cette perception est soutenue par la théorie

du patriarcat qui veut que la femme soit toujours sous la tutelle de l'homme quel que soit le contexte dans lequel elle se retrouve. Par ailleurs une remarque particulière est faite dans la région de Thiès où les répondants sont équitablement partagés autour de 33,33 % pour chacune des trois réponses obtenues entre l'affirmative, la négative et la neutralité ou mitigée.

Pour cette dernière réponse (neutre) liée à cette question il faut dire que dans l'ensemble des régions 9,68 % disent n'avoir pas des éléments qui leur permettent d'affirmer ou d'infirmer la transformation des rapports de genre.

3. Pratiques et actions de la migration

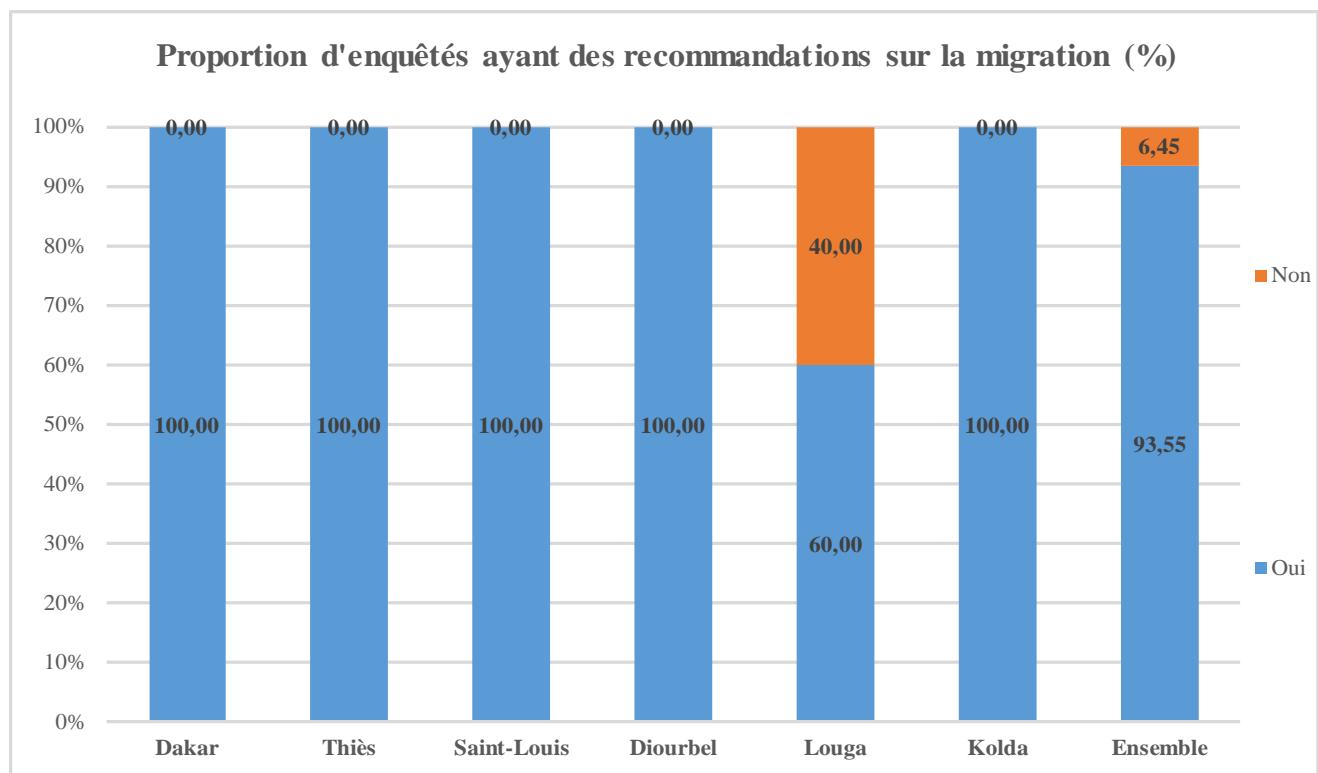


En voulant savoir si la conception d'une politique migratoire par le Sénégal est une nécessité pour ces organisations, la question suivante leur a été posée : Avez-vous déjà défini des actions ou stratégies pour la conception d'une politique migratoire ?

Les réponses sont positives à 58,06 % contre 41,94 % qui n'ont pas pu élaborer des actions ou des stratégies pour une politique migratoire.

Les associations qui n'ont pas initié des actions dans le sens de concevoir une politique migratoire soutiennent que des initiatives de cette envergure nécessitent des moyens financiers et logistiques assez importants qu'elles n'ont pas. Alors que celles qui prétendent booster ou influencer une telle politique font des activités de sensibilisation, des caravanes, des forums...) tels que décrit dans l'analyse qualitative.

4. Recommandations



Des recommandations fortes sont faites par la grande majorité des organisations interrogées 93,55 % ; l'essentiel des recommandations sont résumées dans les nuages de mots des recommandations pour une bonne politique migratoire. Les plus prisées parmi celles-ci sont la « Gouvernance et l'Implication » de tous les acteurs qui évoluent dans le domaine de la migration.

Globalement en ce qui concerne les organisations, il convient de dire que les 6,45 % qui n'ont pas jugé utile de faire des recommandations, une grande partie se trouve dans la région de

Louga. Elles considèrent qu'« il ne sert à rien de formuler des recommandations qui n'auront aucune suite favorable » ; car les autorités en charge de la migration n'accordent aucune priorité à ces questions dans les politiques de développement.

VIII. Conclusion et recommandations

En définitive, il convient de retenir que ce présent rapport d'enquête, requis par la fondation Rosa Luxemburg du bureau Afrique de l'Ouest, a été réalisé entre janvier et avril 2023 par le cabinet BAOBAB HORIZON CONSULTING à partir de données collectées pendant la durée de l'enquête. Celle-ci est la résultante à l'échelle quasi nationale des points de vue d'une trentaine d'organisations de la société civile qui travaillent dans le domaine de la migration.

Elle adopte la méthodologie d'un travail d'investigation en deux temps : d'une part la cartographie des organisations cibles et d'autre part le travail d'enquête proprement dit complété par des sources d'information secondaires.

Plus concrètement, les auteurs ont mené des entretiens en face à face et téléphoniques semi-dirigés, effectué un travail de centralisation des données puis une analyse approfondie de ces dernières. Ainsi, l'équipe d'enquêteurs a interrogé une série d'acteurs clés dans les 7 régions en leur soumettant un questionnaire semi-direct, repris à l'Annexe 1. Les questions portaient sur le cadre structurel de l'organisation enquêtée, les connaissances et perceptions de la migration, les pratiques et actions de la migration et enfin sur les recommandations.

Les principaux objectifs recherchés étant encadrés dans les thèmes relatifs d'une part aux connaissances et perceptions de la migration et d'autre part les recommandations pour une bonne politique migratoire nationale.

Les résultats obtenus ont ensuite été corroborés par des données provenant de sources authentiques. Dès lors nous considérons qu'au chapitre des connaissances et perceptions migratoires, les organisations de migrants interrogées témoignent de manière assez homogène une certaine maîtrise des problèmes inhérents à la migration. Cependant force est de constater que certaines organisations mettent en œuvre des activités importantes ayant un fort impact sur

la vie des migrants. Beaucoup sont, parmi elles, sans accompagnement ni encadrement institutionnel pour atteindre les nobles objectifs qu'elles se sont fixées.

Quant aux recommandations, un des thèmes cruciaux de cette enquête, les résultats montrent qu'aujourd'hui la question migratoire mérite d'être posée avec beaucoup de lucidité et de courage afin d'arriver à une politique migratoire nationale. Il est fréquemment apparu dans les entretiens que celle-ci est d'une nécessité impérieuse ; et qu'elle doit consacrer avec bienveillance les apports positifs de la migration en les orientant sur une approche basée sur les droits humains des migrants.

Des recommandations relatives aux attentes d'une bonne politique migratoire ainsi que l'effectivité de tous les dispositifs nécessaires pour une meilleure prise en charge des questions migratoires sont évoquées par la quasi-totalité des répondants au cours de cette enquête.

Il faut dire que les recommandations sont fortes et ambitieuses ; car elles posent les vraies préoccupations des acteurs essentiels que constituent les migrants eux-mêmes à travers leurs organisations.

En effet, on peut noter que les intervenants attendent beaucoup d'une politique migratoire :

- Faciliter le retour volontaire des migrants sur le plan administratif, l'environnement des affaires, l'accès au foncier et au logement et la production agricole.
- Prendre en compte toutes les dimensions surtout la facilitation de la migration légale aux jeunes qui veulent partir en favorisant l'obtention de visas et de contrats de travail
- Prendre en compte tout le paquet d'accompagnement c'est-à-dire de la prévention, à la prise en charge jusqu'au stade du suivi-évaluation.
- Harmoniser les outils d'intervention et les approches.
- Mettre en place les conditions qui permettront aux jeunes de rester, travailler et réussir au Sénégal.

Des recommandations pour une meilleure prise en charge des questions migratoires sont formulées par nos interlocuteurs :

- Mieux gérer la base de données des migrants.
- Elargir les canaux d'information des opportunités pour avoir la bonne information au moment opportun.

- Renforcer la formation des migrants en identifiant leurs vrais besoins et les former dans ces domaines avant de les appuyer. Démultiplier les formations qualifiantes.
- Désigner pour chaque région une organisation comme point focal de la migration à l'image du bureau d'accueil, d'orientation et de suivi (BAOS) qui est une structure étatique.
- Harmonisation des interventions et synergie des actions dans un cadre régional qui permettra de tenir des réunions périodiques et faire des suivis et des évaluations des interventions.
- Augmenter les enveloppes pour l'accompagnement des migrants.
- Mener des campagnes de sensibilisation dans les familles traditionnelles car il y a une pression familiale forte qui pousse les jeunes à partir.

Telles sont les principales recommandations faites par les différentes organisations ayant été saisies au cours de ces enquêtes.

IX. Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECT

Guide d'entretien semi-direct avec les membres de la société civile

Note d'information et consentement éclairé

Bonjour, Madame Binetou Bouaré

Je mène en ce moment une enquête dont le sujet porte sur un rapport alternatif pour une politique migratoire du Sénégal.

Pour cela, je vous prie de m'accorder 30 maximum de votre temps afin de vous poser quelques questions sur votre expérience en la matière.

Votre participation à cette étude est volontaire. Vous pouvez refuser de participer ou vous pouvez-vous retirer à tout moment. De même, vous avez le droit de refuser de répondre à certaines questions si cela vous dérange. Votre décision de ne pas participer ou de vous retirer de l'interview ainsi que votre refus de répondre à certaines questions ne vous portera aucun préjudice moral.

Les résultats de l'étude serviront à formuler des recommandations pour l'amélioration de la politique migratoire sénégalaise

THEME 1 : IDENTIFICATION/PRESENTATION

Ce thème est une entrée en matière et permet de saisir la présentation de l'organisation et de la personne interviewée.

Pouvez-vous vous présenter ?

Pouvez-vous présenter votre institution ?

Quel est votre statut ? Quelles sont vos qualifications ?

Quelles sont vos responsabilités au sein de l'Institution ?

THEME 2 CONNAISSANCE ET PERCEPTION DE LA MIGRATION

Cette thématique permettra d'avoir surtout des données statistiques.

Qu'est-ce que la migration selon vous ?

Quelles sont les différentes formes de migration que vous connaissez ?

Connaissez -vous le document de politique migratoire du sénégalais ?

Quelle est votre impression du document ?

Sinon quelles sont vos impressions sur la question migratoire ?

Comment évaluer vous la participation des femmes et des hommes à la migration ? (Qui *des hommes et des femmes participent le plus aux questions (départ, retour, prise en charge de la famille, de l'éducation des enfants)* ?

La participation des femmes et des filles a la question migratoire a-t-elle eu un impact sur leur développement ? leur capacité d'agir ? Comment ? (**Cette question vise à mesurer la prise de conscience qu'ont les femmes et filles migrantes sur leur décision d'émigrer**)

Quelle différence y-a-t-il entre celles qui partent et celles qui restent pour s'occuper de la famille ? des enfants ?

Pensez-vous que les questions migratoires contribuent aujourd'hui à la transformation des rapports de genres ? Comment ?

(Ici il faut comprendre la question du genre dans une considération traditionnaliste et ou patriarcale. Jadis c'étaient les hommes qui migraient mais aujourd'hui on constate une féminisation de la migration)

THEME 3 PRATIQUE /ACTIONS DE LA MIGRATION

Ce thème interpelle plus les migrants de retour et vise à mettre en exergue les informations liées aux organismes (partenaires nationaux et internationaux) et les agences de l'état sur les opportunités offertes aux migrants.

Avez-vous déjà défini des actions ou stratégies pour la conception d'une politique migration ?

Quel type d'appui avez-vous apporter aux migrants de retour ? Quelles sont ces actions ?

Quelles sont les raisons pour lesquelles votre organisation s'emploie-t-elle à initier des actions avec les migrants ?

Quelles satisfactions vous animent aujourd'hui ?

Quels changements avez-vous obtenu dans la vie des bénéficiaires de ces appuis ?

THEME 4 RECOMMANDATIONS

Qu'attendez-vous d'une bonne politique migratoire ?

Avez-vous des recommandations à faire pour une meilleure prise en charge des questions migratoires ?

Je vous remercie

Annexe 2 : Termes de références de l'enquête

Termes de référence d'une enquête relative au projet de rapport alternatif de politique migratoire du Sénégal 2022-2023

Justification

Ledit document de politique migratoire du Sénégal, étant très décrié par la société civile et les migrants, souffre d'illégitimité due à l'absence de prise en compte de beaucoup de facteurs allant de la conception à l'adoption technique en passant par le suivi des différentes phases des plans d'actions. C'est fort de cela qu'il ne bénéficie pas de l'onction nécessaire, car les acteurs ne se l'approprient guère.

C'est sur la base de ce constat, que le rapport alternatif de politique migratoire se veut inclusif et participatif au point de considérer comme indispensable un travail de terrain synonyme d'une enquête afin d'atteindre les bonnes cibles d'une politique migratoire : les migrants à travers leurs différentes organisations ; pour pallier aux nombreux manquements notés dans le document de politique migratoire du Sénégal comme le mentionne si bien les termes de références⁵ à caractère générale qui sous-tend ce projet de rapport alternatif.

Cibles de l'enquête :

- Des organisations de la société civile notamment celles qui sont constituées en majorité de migrants ;
- Des organisations de la société civile qui travaillent aussi de manière subsidiaire dans le domaine de la migration.

Objectif principal de l'enquête :

Concevoir un document en format étude, reflétant le point de vue de trente (30) organisations de la société civile répondant à un guide d'entretien devant servir à formuler des recommandations pour l'amélioration de la politique migratoire sénégalaise à travers un rapport alternatif.

⁵ Termes de référence du rapport Alternatif de politique migratoire du Sénégal 2022-2023, page 2.

Objectifs spécifiques de l'enquête

Il s'agit entre autres objectifs visés dans cette enquête :

- d'inviter les cibles à se prononcer sur des questions fondamentales d'une bonne politique migratoire qui mettrait le migrant au centre des préoccupations des politiques publiques en matière de migration correspondant aux thèmes généraux abordés dans le rapport.
- Ces objectifs permettent d'avoir une idée et un échantillon sur les points suivants :
 - Connaissances et perception de la migration : c'est-à-dire comment les organisations de migrants en générale et les migrants eux-mêmes en particulier comprennent et appréhendent le fait migratoire.
 - Pratiques et actions de la migration : il s'agit à ce niveau de jauger le niveau de participation et d'inclusion de ces organisations de migrants dans les programmes, projets et politiques relatifs à la migration.

Méthodologie

- ✓ Les enquêteurs font des interviews en respectant les consignes du guide d'entretien c'est-à-dire se présenter au début de l'entretien et respecter le temps imparti à chaque interview (30 à 45 minutes maximum).
- ✓ Ils s'approprient du guide d'entretien et s'inscrivent dans une approche constructive tout en favorisant un climat de confiance avec ses interviewés.
- ✓ C'est fort de cela que l'enquêteur doit rester fidèle tant dans la formulation des questions que dans la prise en compte des réponses surtout au moment de la transcription car une telle attitude aide dans l'analyse des données obtenues.
- ✓ Enfin respecter la chronologie des questions et veiller à ce que les questions répondues par anticipation ne reviennent pas pour éviter une redondance.

Résultat final

Le résultat de l'enquête est de produire un document sous forme d'une étude en bonne et due forme dans lequel les réponses de l'ensemble des thèmes sont les opinions de trente (30) organisations de migrants réparties dans six (6) régions du Sénégal à savoir (Dakar, Diourbel, Kolda, Louga, Thiès, et Saint Louis).

Ce document sera présenté devant le comité scientifique du projet.

Durée de l'enquête :

Cette enquête est prévue pour une durée de neuf (10) semaines.

Le travail débute le lundi 9 janvier et sera achevé le vendredi 17 mars 2023.

Elle comprend les phases suivantes : collecte des informations, transcription, compilations analyse des données et présentation de l'enquête.

Baobab Horizons-Mermoz Cité Batrain Villa N°B427 Dakar RCCM-NUMERO : SN.DKR.2020A2711

Email : baobab.consult.gr@gmail.com

Tel : +221 76 332 1757 / +221 77 359 04 86

Annexe 3 : Liste des organisations interviewées dans leur siège social

ORGANISATIONS	REGIONS	DEPARTEMENTS	COMMUNES	Personne interviewée	Responsabilité et Profession
Association des jeunes rapatriés de Thiaroye sur mer (AJRAP)	Dakar	Pikine	Thiaroye sur mer	Moustapha DIOUF	Président, Pêcheur
Booza Fii (Alarm phone Sahara) (BF-APS)	Dakar	Rufisque	Tivaouane Peulh	Ciré SALL	Secrétaire Général Menuisier
Association Rester et Réussir (ARR)	Dakar	Guédiawaye	Guédiawaye	Papa Meissa GUEYE	Président Artiste, entrepreneur culturel.
Association « SAMA CHANCE »,	Dakar	Dakar	Ouest Foire (Dakar)	Alioune FALL	Président, Professeur
Association sénégalaise pour les migrations circulaires (ASMC)	Dakar	Pikine	Sicap MBAO	Cheikh Mané	Président, Entrepreneur
Association Jammi jaboot (AJJ)	Diourbel	Bambey	Bambey	Fatou DIEYE	Présidente, Assistante Administrative
Association des migrants de retour OIM dans la région de Diourbel (AMRD, (OIM),)	Diourbel	Diourbel	Diourbel	Serigne DIAGNE DIOKHANE	Président, Aviculteur
Association régionale des migrants de retour de la région de Diourbel (ARMD)	Diourbel	Diourbel	Diourbel	Modou GUEYE	Président, Agent de développement communautaire
Association des migrants de retour du Baol	Diourbel	MBACKE	Touba Mosquée	Ousseynou GUEYE	Président, Informaticien, animateur de radio
Regroupement départemental des migrants de Bambey (RDMB)	Diourbel	Bambey	Bambey	Ousmane FAYE	Président, Entrepreneur, Maitre Tailleur
Femmes, enfants, migrations et développement	Louga	Louga	Louga	Aminata THIAM	Coordonnatrice, Commerçante

communautaire (FEMIDEC)					
Organisation départementale de Lutte contre l'émigration clandestine (ODELEC)	Louga	Kébémer	Kébémer	Abdou SAMB	Président, Instituteur
Association « village du migrant » (AVM)	Louga	Louga	Louga	Babacar NDIAYE	Président, Informaticien
Fédération des Associations des émigrés de retour au Sénégal (FASER)	Louga	Louga	NDIAGNE	Modou SEYE	Président, Agriculteur
Association Cercle d'Echanges (ACE)	Louga	Louga	NIOMRE	Mame Mbargane Thiam	Présidente, Littéraire, experte en migration
ONG La lumière	Kolda, Kaffrine, Sédhiou et Tambacounda	Kolda, Vélingara, Médina Yoro Foula	Kolda, Sédhiou Médina Yoro Foula	Mame Thierno AIDARA	Président, Sociologue, Gestionnaire de projet
Kolda Development Fundation (KDF)	Kolda	Kolda	Kolda	Aboubacar CAMARA	Président, Juriste, chargé de programmes KDS
Association des migrants de retour de la commune de Kolda (AMRCM)	Kolda	Kolda	Kolda	Mondé MBALLO	Président, Entrepreneur,
Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière (ASMI)	Kolda	Kolda	Kolda	Woury BALDE	Président, Réalisateur en production audiovisuel, formateur en transformation de fruits et légumes
Association des migrant es de retour de Kolda (AMRK)	Kolda	Kolda	Kolda	Gnama BALDE	Président Agent de développement communautaire
Diaspora Développement	Saint Louis	Saint Louis	Pikine	Mamadou GUEYE	Chargé de pédagogie,

Education Migration (DIADEM)					Expert formateur
Association de lutte contre l'immigration clandestine dans la langue de Barbarie (ALICLB)	Saint Louis	Saint Louis	Gokhou Mbathie	Abdoulaye DIOUF TALL	Président, Pêcheur
Association des émigrés retournés d'Espagne (AERE)	Saint Louis	Saint Louis	Gokhou Mbathie	Mamadou FALL	Président Mareyeur
GIE des immigrés de retours à Fanaye (IRF)	Saint Louis	Podor	Fanaye	Fatimata SY	Secrétaire générale, Commerçante
Diaspora des émigrés de retour dans la Commune de Fanaye (DEMCF)	Saint Louis	Podor	Fanaye	Hassan NDIAYE	Président, Opérateur économique
Réseau NDAARI	Thiès	Thiès	Thiès	Karouga CAMARA	Président, Entrepreneur
Association SUNUGAL (ASG)	Thiès	Thiès	Thiès	Mody DIOP	Secrétaire général, Entrepreneur
Cadre de Réflexion sur les Dynamiques Religieuses et Socioculturelles (CREDYRES)	Thiès	Tivaouane	Tivaouane	Mor NIANG	Coordonnateur, Enseignant
Association sénégalaise de lutte contre la migration irrégulière (ASMI)	Thiès	Mbour	Saly Portudal	Ndeye Absa NDOYE	Présidente, Gestionnaire, Assistante administratif
Association « AND DOX DIAME » (AAD)	Thiès	Mbour	GOLF	Ousmane SY	Président, Mareyeur
Association THELMIS ET LUA (ATL)	Thiès	Mbour	Saly Portudal	Ousseynou DIOUF	Président, Technicien

Enquêteurs et rédacteurs du rapport d'enquête

Enquêteurs :

Binetou BOUARE, Juriste, experte en migration, bouarebintou90@gmail.com

Idiatou DIALLO, Juriste, spécialiste en communication, idia02@hotmail.fr

Mamadou FAYE, Juriste Chercheur en migrations internationales et droits humains, mamadoufaye787@gmail.com

Sophie DIENG, juriste chercheuse en migrations internationales, diengsophie50@gmail.com

Cheikh MBOW, Spécialiste en management et gestion de projet, sheixmbow@gmail.com

Moustapha Kémal KEBE, Administrateur de projets et programmes de développement kamalkebe@yahoo.fr

Dr. Moussa NDOUR, Géographe, expert en migrations, moussandour8318@gmail.com

Mamadou NDOUR, Statisticien – Economètre, spécialiste en gestion de projet migratoire, ndourmamo54@gmail.com

Serigne Abdou Khadre GAYE, Expert en migration gestionnaire de projet abdoukhadre15@hotmail.fr

Marie Victoire THIAW, Experte en migrations, développement rural et coopération, victoirethiaw@gmail.com

Rédacteurs du rapport :

Binetou BOUARE, Juriste, experte en migrations, bouarebintou90@gmail.com

Dr. Koly FALL, Sociologue, kolyfall90@gmail.com

Idiatou DIALLO, Journaliste experte en communication, idia02@hotmail.fr

Mamadou FAYE, Juriste, Expert en migrations internationales, mamadoufaye787@gmail.com